

Hollande élu, un essai électoral à transformer¹

Donc, François Hollande est au pouvoir. Avec des obligations fortes pour répondre aux attentes de ceux qui l'ont élu. Evidemment, tenir ou pas ses promesses de campagne, les engagements sur lesquels il l'a emporté, concrétiser la rupture avec la politique de Nicolas Sarkozy. Pêle-mêle, rappelons : un retour au droit à la retraite à 60 ans (mais dont les modalités ne sont pas claires), la taxation à un taux marginal de 75% sur les revenus supérieurs à 1 million d'euros par mois, l'obligation (théorique) pour un groupe industriel de retrouver un repreneur en cas de fermetures d'un site, augmentation des cotisations des entreprises pour financer la réforme des retraites, la promesse d'engager 60 000 enseignants, etc... Le nouveau locataire de l'Élysée entendait ainsi donner du corps à la rupture promise avec le jusqu'aboutisme de droite sarkozien. Autant de mesures qui ont fait grincer des dents dans les milieux bancaires et patronaux. Des grands patrons ont parlé de « déclaration de guerre », les détenteurs de grosses fortunes menacent de s'exiler sous des cieux plus cléments (comme la Belgique), des entrepreneurs de ne pas investir dans les technologies de pointe...

Le président sorti, à peine élu, voulait, disait-il, réconcilier les Français et l'argent. Glorifiait les riches (très) dont il disait ouvertement rêver de faire partie, fustigeant dans le même temps l'« assistanat » avant de partir en guerre contre l'immigration. Sourd aux besoins des Français, alors que la situation économique et sociale se dégradait, hypnotisé par les détenteurs de grosses fortunes, confondant politique et business, il s'est rapidement enfoncé dans une impopularité rarement atteinte.

Farouche partisan de l'austérité pour les couches populaires, de la « règle d'or » chère à Angela Merkel et qui enferme les dépenses publiques dans un carcan infernal, des privatisations des services publics, il a construit les conditions de sa défaite avec ces manœuvres qui, en période de crise, font florès dans une Europe menacée par le délabrement social et les inégalités au prétexte de réduire les déficits publics sur le dos des peuples. Non sans provoquer, ici et là, des réactions de révolte dans la rue et dans les urnes. Les résultats électoraux en France, mais aussi, le même jour, en Grèce et en Allemagne, ont sanctionné l'impopularité de cette politique. Ils ne garantissent pas encore qu'elle soit abandonnée, même si, selon M. Hollande, au lendemain de son élection estimait que partout « des peuples veulent en terminer avec l'austérité ».

Victoire sur le fil

Cela dit, la victoire de François Hollande, arrachée sur le fil (51,62 % des suffrages exprimés contre 48,38 %), n'a rien d'un triomphe. Et est bien plus étriquée que ne l'indiquaient les sondages et alors qu'aucun des candidats exclus du second tour n'avait appelé à voter pour Sarko. Que ce serait-il passé si le candidat de centre-droit François Bayrou n'avait pas annoncé sa décision de s'abstenir ? Difficile de voir une avancée des idées de gauche, malgré le résultat intéressant du Front de gauche mené par Jean-Luc Mélenchon, socialiste dissident, et porté par les militants communistes essentiellement. Beaucoup de commentateurs ont analysé, au contraire, que « le clivage droite-gauche est bien respecté sinon accentué, avec des régions de droite entièrement bleues sur les cartes électorales et des régions de gauche complètement rouges, des zones rurales contre des zones urbaines, les quartiers bourgeois contre les quartiers populaires et des classes moyennes ».

Le cinglant journaliste français Jean-François Khan constatait dans *Le Soir* que « le discours dur (sarkozien. NDLR) contre l'Islam et les immigrés n'a pas fait fuir les électeurs (...) Cette droite est majoritaire culturellement, sociologiquement, sur l'immigration, sur les frontières, sur l'Europe... Mais elle ne l'est pas socialement et économiquement ». Et JFK évoquait un succès socialiste « par défaut »²

¹ Par **Maurice Magis**, chargé de la communication à l'ACJJ – mai 2012.

² « L'élection de Hollande n'est pas un triomphe ». *Le Soir* du 7 mai 2012.

Le camp de la droite a donc limité les dégâts et espère prendre sa revanche à l'occasion des élections législatives des 10 et 17 juin. Pour ce faire, il y a fort à parier que beaucoup seront tentés de poursuivre la radicalisation à l'extrême-droite initiée par leur ex-leader aujourd'hui retiré sous sa tente. Pour tenter de rallier le maximum d'électeurs du FN au second tour de la présidentielle, il a repris aux lepénistes leur discours raciste et autoritaire.

L'élection de François Hollande ouvre donc une nouvelle période politique. Mais, une fois encore, justifiera-t-il l'espoir placé en lui ? A la gauche du PS, le PCF a déclaré : « En prolongeant et en amplifiant la dynamique du Front de gauche à l'élection présidentielle, nous engageons la bataille des législatives avec une belle ambition : une progression de notre influence, franchir une nouvelle étape dans la marche en avant du Front de gauche ». « De la composition de la future majorité de gauche à l'Assemblée nationale dépendra la qualité des lois qui y seront votées. Tout au long de sa campagne, François Hollande n'a cessé de répéter qu'il ne changera pas son programme. Mais le nouveau président est aujourd'hui face à un désir de vrai changement progressiste. Il devra en tenir compte d'une manière ou d'une autre (...) nous ne participerons pas à un gouvernement qui n'aurait pas sur sa feuille de route une rupture avec les politiques d'austérité, une alternative de progrès aux logiques inscrites dans le nouveau traité budgétaire européen qui conduisent à l'échec ».

Et concrètement ?

Voilà Hollande prévenu, lui qui, au début de l'année déclarait : « Mon adversaire est le monde de la finance ». Qui dit refuser le « tout à l'austérité ». Depuis lors, le député PS Arnaud Montebourg (gauche d'un PS traversé comme toujours par des courants pour le moins divers) a affirmé qu'« il n'y aura pas de majorité » pour voter le traité européen de discipline budgétaire. En France même, les urgences sociales sont multiples et mettent Hollande au pied du mur. Comment va-t-il y répondre lui qui, avec son parti, veut concilier mesures sociales et « sérieux budgétaire » ? Quid de la revalorisation des bas salaires et des services publics ? De la lutte contre les plans de licenciements qui se multiplient dans l'Hexagone ? Que fera-t-il pour réorienter les pouvoirs de la Banque centrale européenne en faveur de l'emploi ? De la réforme des pensions que Sarkozy voulait porter de 60 à 62 ans ? Comme l'a noté le leader de la CGT, Bernard Thibault, « ce sera la première fois depuis très longtemps qu'un gouvernement reviendra en arrière sur ce cycle infernal d'un recul sans cesse de l'âge légal ».

Bref, le président suscite beaucoup d'attentes. Mais saura-t-il, voudra-t-il y répondre ? Comment concilier le retour à l'équilibre d'ici cinq ans, combattre la dette abyssale que lui a léguée Sarkozy et sa promesse de créer 150 000 « emplois d'avenir » pour combattre le chômage des jeunes ? Par une réforme fiscale dont les contours sont bien flous ? Un des chefs de file du PS, un poids lourd comme Pierre Moscovici, au demeurant... vice-président du Cercle de l'industrie, fut son directeur de campagne. Anecdote ? Sauf que : « M. Moscovici n'a-t-il pas estimé qu'il ne fallait 'pas avoir peur du tournant de la rigueur' affirmant que les déficits publics (seront) 'réduits dès 2013 en deçà de 3% (...) quoi qu'il en coûte', ce qui impliquerait de 'prendre les mesures nécessaires' »³.

Le FN en embuscade

Déjà, le Front national est en embuscade, soucieux de prolonger le score de Marine Le Pen aux présidentielles (près de 19%) à l'occasion des législatives, d'entrer enfin au Parlement (la fille de son papa espère de 5 à huit députés). D'où des appels du pied à une UMP déstabilisée, divisée. M. Sarkozy n'a-t-il pas repris des points de programme du FN ? Si le PS, après quelques hésitations, a décidé de retirer son candidat en cas de risque d'élection d'un député FN, « à droite, la ligne est moins claire », remarquait *Le Monde*. « Si certaines figures telles que Nathalie Kosciusko-Morizet ou Claude Guéant avaient affiché une position ferme contre le FN, le parti s'est gardé de prendre une position nationale. Avec entre 80 et 140 circonscriptions où il pourrait espérer se maintenir, le Front national fait peser sur la réélection d'un certain nombre de députés sortants de droite un réel danger. Jean-François Copé lui-même, pourrait être mis en ballottage défavorable à Meaux (Seine-et-Marne). Le

³ « Les marchés financiers ont un visage ». *Le Monde diplomatique*, mai 2012. La citation de M. Moscovici a été faite en novembre 2011.

patron de l'UMP a donc soigneusement pris soin de ménager le FN⁴ ». Dans ce contexte vaseux, on comprend que la décision de Jean-Luc Mélenchon d'aller affronter Marine Le Pen dans son fief d'Hénin-Beaumont, gauche de gauche contre extrême droite, revêt une valeur politique et symbolique toute particulière.

⁴ « Désistement républicain : face au FN, le PS ferme et l'UMP flou ». *Le Monde* du 24 mai.